

NOTE

A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Un retour sur la semaine écoulée

1. Sur l'actualité et notre action

⇒ Nous sommes dans un moment de relatif paradoxe : les questions ouvertes sur l'actualité comme les courriers qui vous sont adressés soulignent un décalage de plus en plus net entre ce qui inquiète les Français (en premier lieu crise migratoire, qui revient chaque semaine comme un sujet majeur) et ce qu'ils perçoivent de nos paroles et action ; mais ne nous en tiennent pas rigueur outre mesure (cf. baromètres dans l'ensemble bien orientés).

Comment expliquer ces chiffres ? Plusieurs facteurs peuvent se mêler :

- *les bons chiffres du chômage* de la semaine dernière. Si leur véracité soulève des doutes et que leur pérennité n'est pas crue – 78% pensent qu'il s'agit seulement d'une baisse temporaire –, la simple « absence de hausse » a pu décrier. Peuvent s'y ajouter quelques *perspectives d'amélioration personnelle* (cohérentes avec les hausses de moral et les indicateurs de reprises), qui même si elles ne nous sont pas imputées – seuls 18% estiment que le repli du chômage est lié à notre politique... – peuvent apaiser des tensions et récriminations adressées au gouvernement.
- *des effets politiques*. La droite est ces dernières semaines en difficultés : elle patine plus que nous, peine à se positionner (cf. infra), n'est pas une alternative enviable (leur proportion à faire mieux que le gouvernement chute de 6 points dans le baromètre Ifop). A l'inverse plusieurs indicateurs semblent montrer que l'électorat socialiste se ressaisit un peu avant les régionales (il n'y a d'ailleurs pas de sous-participation différentielle des électeurs PS dans les intentions de votes actuelles).
- sans doute enfin des *effets du retour du PR dans le quotidien des Français*, notamment par les prises de paroles directes (type radios). L'item « *dit la vérité aux Français* » augmente ainsi de 4 points, « *est proche des préoccupations des Français* » de 3 points : ce qui nuit n'est pas la communication en tant que telle (au contraire, chaque fois que nous parvenons à cadrer, expliquer, redonner du sens pour calmer les interrogations ou les craintes, nous en sommes crédités), mais celle qui paraît soit décalée de ce qui préoccupe immédiatement les gens (accrédite le soupçon de déni, d'inconscience ou de diversion) soit trop artificielle (manipulation). Nous pourrions donc poursuivre une *communication active qui colle au quotidien et au réel* tel qu'il est actuellement perçu (y compris pour s'efforcer de réorienter ces perceptions).

Si les rencontres avec les Français se poursuivent, pourquoi ne pas aller voir ceux qui vous ont réellement invité (nombreux exemples dans les courriers) ? Dans tous les cas ce devrait être eux qui sont à l'initiative.

⇒ Concernant les *polémiques de la semaine*, il est un peu tôt pour savoir la trace laissée. Il est cependant possible que :

- prises une à une, les décisions pourraient soulever relativement peu de critiques : revenir sur la demi-part et l'AAH est compréhensible ; la DGF est certainement un sujet trop lointain et complexe pour que les Français nous en tiennent rigueur.
- en revanche le récit véhiculé de « reculs » ou « d'amateurisme » (qu'a pu ponctuellement prolonger l'épisode Bourdin-El Khomri) pourrait avoir été bien entendu tant il résonne avec une image déjà identifiée, sans que l'on puisse dire s'il se contente de confirmer un trait qui nous est déjà attaché ou s'il le creuse. Les questions d'actualité du week-end donneront des indications.

La retombée très rapide du bruit médiatique (écrasé dès jeudi matin par l'affaire Benzema) pourrait nous avoir aidé. Mais entre ces deux polémiques, il est possible que l'annonce de la réécriture du code du travail soit tombée dans un creux et n'ait pas eu l'audience méritée.

2. Sur la droite et les régionales

⇒ *La droite est-elle en train de craquer en deux ?* On en voyait des signes depuis la polémique Morano ; les derniers baromètres semblent l'accréditer : dans tous N. Sarkozy chute, y compris auprès des sympathisants de droite (-6 BVA, -5 TNS Sofrès, -5 Elabe), de même que ceux qui comme lui tentent de maintenir le grand écart. Ses attaques sur l'autorité de l'Etat n'ont d'ailleurs pas pris, bien qu'elles aient été bien ciblées et au bon moment. Par un effet de vase communicant cet affaïssement fait remonter les deux côtés : MLP d'une part qui consolide son emprise à droite ; A. Juppé et F. Bayrou de l'autre.

Semble ainsi se mettre en place une « re-bipolarisation » gauche-FN écrasant quelque peu Les Républicains (qui peut expliquer une part de notre relativement bon niveau dans les intentions de vote). Est-il de notre intérêt d'aider la droite à se recréer un espace en la ciblant à nouveau spécifiquement ? Ou de laisser se dérouler à son rythme cette recomposition qui libèrera des espaces ?

⇒ Des incertitudes pèsent également sur les réflexes de vote utile : dans les régions où il sera clair que le FN ne pourra pas gagner, il y aura certainement au 2nd tour des transferts de voix des électeurs FN vers la droite (notamment en Ile-de-France, nous posant des difficultés). Leur ampleur dépendra des enjeux perçus. Or à ils le sont encore très peu (nettement moins que pour les municipales ou les départementales) : à peine 50% des électeurs savent aujourd'hui que leur région est dirigée par la gauche, 60% pensent que cela ne changerait rien si elle l'était demain par la droite... Les contredire pourrait certes mobiliser notre électorat, mais également réactiver un vote-utile des électeurs FN, qui pourraient vouloir s'assurer de faire basculer leur région à droite (quitte à affaiblir un peu le score de leur parti au 2nd tour).

⇒ *Un dilemme en miroir se pose à la droite* : plusieurs échos de presse prêtaient cette semaine à N. Sarkozy l'intention de multiplier les signaux vers les électeurs de gauche pour faciliter au 2nd tour un vote-utile contre le FN (en jouant sur la confusion prévisible des débats d'entre-deux tours). Mais il lui faudra choisir un adversaire principal : la gauche ou le FN. Il ne pourra pas, de façon crédible, lancer à la fois des appels à la gauche pour éviter un danger FN ; et aux électeurs FN pour éviter la gauche... Nous pourrions le moment venu le mettre devant cette contradiction.